



Ambassade de France au Royaume-Uni
Service Science et Technologie

N° 79

Science & Technologie au Royaume-Uni

Juillet/Août 2016



L'université
dans le développement
économique local

par Cyrille Van Effenterre, Conseiller pour la science et la technologie

On a pu parler au siècle dernier de « Paris et le désert français ». On peut parler de « Londres et le désert anglais » au début de ce siècle. De manière caricaturale, on pourrait presque dire qu'au Royaume-Uni, l'ère postindustrielle de la fin du 20^{ème} siècle aurait eu pour effet, avec une mondialisation s'accompagnant de la fermeture des mines, de désindustrialisation et de l'avènement d'une économie des services, de transformer le premier pays industriel du monde au 19^{ème} siècle en un vaste marais de sous-emploi et de pauvreté, d'où pratiquement seuls émergeraient les deux grands pôles bancaires et financiers de Londres et d'Edimbourg.

A cette géographie économique très contrastée se superpose une géographie des pouvoirs également très inégalement répartis. Si l'on met de côté les régions dévolues d'Ecosse, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord, l'Angleterre se caractérise par une très forte concentration des pouvoirs à Londres, entre Westminster (le Parlement) et Whitehall (le gouvernement). Les *counties* sont des entités essentiellement géographiques, les *districts* des structures administratives pour la gestion des services publics, les communautés locales n'ont pratiquement aucun pouvoir et le nombre de maires élus reste encore très faible.

Le concept même d'aménagement du territoire n'existe pas ici et n'est pas traduisible. Ici, pas de métropoles d'équilibre, pas de régionalisation, pas de villes nouvelles (exceptée Milton Keynes), pas de déconcentration de services publics (Swindon, qui a bénéficié de la seule opération d'envergure de délocalisation de services publics est à moins d'une heure de Londres). En France, c'est un « programme d'action régionale », avec ses « circonscriptions », qui est à l'origine des 22 ex-régions françaises. Ici, les travaillistes avaient bien mis en place neuf agences régionales de développement, mais celles-ci ont été rapidement dissoutes dès 2012 par le gouvernement de coalition Tory/Lib-Dem, dans une logique de réduction de la fonction publique, et remplacées par des structures de concertation locale très légères (les LEP, *local enterprises partnerships*) et qui doivent encore faire leurs preuves.

Sous l'impulsion (encore pour un temps ?) de l'Union européenne, le Royaume-Uni s'est certes engagé dans la politique de « smart specialisation », mais plus fondée sur la base de constatations via des audits régionaux que d'une véritable volonté de changement. Sous l'impulsion du gouvernement Cameron, il s'est également engagé très récemment dans une politique de rééquilibrage des activités économiques. D'abord en fléchissant un certain nombre d'investissements dans le cadre d'une timide politique industrielle, et plus récemment, sous l'impulsion (non totalement dénuée d'intérêts électoraux) de l'ex-chancelier de l'échiquier George Osborne, en lançant une expérimentation autour de la grande région de Manchester, appelé *Northern Powerhouse*, opération de décentralisation conditionnée par l'existence d'une dynamique locale forte et structurée, et par l'instauration d'un maire élu.

Dans ce paysage britannique très contrasté, les universités font figure de points singuliers. Si l'on excepte la demi-douzaine d'universités dites « anciennes » issues du Moyen-Age, les autres ont été créées pour la plupart dans le sillage de la révolution industrielle du 19^{ème} siècle, et sont en effet bien réparties sur le territoire (on compte environ 120 établissements d'enseignement supérieur, dont plus d'une cinquantaine d'universités considérées comme de recherche). La plupart de ces universités ont réussi, en s'appuyant sur leurs spécificités historiques, à devenir des universités de niveau mondial. Elles sont quelquefois, comme à Bristol ou à Cambridge, le premier employeur de la ville, elles jouent souvent un rôle politique important, et elles constituent toujours un acteur économique de premier plan.

C'est pourquoi, il nous a semblé judicieux d'étudier le rôle qu'elles entendent jouer dans le changement de paradigme économique et politique actuel en matière de développement local. C'est Jérôme Dubos, élève ingénieur de l'Ecole des Mines de Paris qui s'est chargé de cette très lourde enquête de terrain dans le cadre de son stage au SST. Claire Mouchot, attachée scientifique adjointe, s'est fortement appuyée sur son travail pour réaliser ce dossier de synthèse qui intègre les nombreuses évolutions constatées depuis un an.

Science & Technologie au Royaume-Uni
Journal d'information du Service pour la
Science et la Technologie de l'ambassade de
France à Londres
ISSN 2042-7719

Juillet/Août 2016
Numéro 79

Directeur de la publication et rédacteur en chef
M. Cyrille van Effenterre
Responsable de la publication
Dr Claire Mouchot

Dossier rédigé par :
Dr Claire Mouchot, à partir du travail de stage
de M. Jérôme Dubos

En couverture :
Grue sur ciel d'azur
Crédits : CCO Domaine public

Nous contacter
Service Science et Technologie
Ambassade de France au Royaume-Uni
6 Cromwell Place
Londres SW7 2JN

Téléphone: (44) 207 073 13 80
Télécopie: (44) 207 073 13 90
info@ambascience.co.uk

Pour consulter la version électronique
www.ambascience.co.uk

Taux de change de la livre le 24/08/16
1 GBP = 1,32 USD
1 GBP = 1,17 EUR

www.ambascience.co.uk

Sommaire

1. Introduction	4
2. L'Université : un acteur incontournable de la scène locale.....	5
2.1 Modèles universitaires dérivant d'une histoire multimodale	5
2.2 Liens avec les pouvoirs publics	5
2.3 L'université au centre du dispositif de développement économique local	5
3. Les acteurs de l'économie locale	6
3.1 Les acteurs politiques.....	6
3.2 Les acteurs institutionnels – Les « <i>Local Enterprise Partnerships</i> ».....	7
3.3 Les acteurs du secteur privé.....	7
4. L'importance croissante du développement économique local.....	7
4.1 Évolution des structures politiques locales.....	7
4.2 Faible croissance et productivité.....	7
4.3 Accélération de la dévolution.....	8
4.4 Le <i>Northern Powerhouse</i>	8
5. Les critères de sélection des régions	8
6. La description des localités sélectionnées	9
6.1 Bristol	9
6.2 Cardiff	10
6.3 Cranfield	10
6.4 Édimbourg et l'Écosse	11
6.5 Liverpool et le Nord-ouest	11
6.6 Manchester et le Nord	11
6.7 Southampton, Portsmouth et le Solent (Sud-est)	12
6.8 York et le Nord-est.....	12
7. L'Université : une évolution en marche	13
7.1 Des années Thatcher à aujourd'hui.....	13
7.2 Rapprochement des universités avec les autres acteurs publics	13
7.3 Rapprochement avec le secteur privé.....	14
7.4 Vers une politique d'aménagement du territoire ?	16
7.5 Les politiques d'avenir des universités	17
8. Conclusion	18



Crédits : CC0 Public Domain

L'université dans le développement économique local

Le rôle de l'université dans la croissance économique du Royaume-Uni a été étudié en détail et n'est plus à démontrer. En revanche, de récents facteurs politiques et économiques poussent aujourd'hui à étudier l'impact économique local qu'ont ces institutions.

Ce dossier propose une étude détaillée des différents acteurs impliqués dans le développement économique local au cours de la dernière décennie, des actions menées par ces derniers et en particulier des modalités du rôle des universités au sein de huit régions sélectionnées selon une critériologie spécifique.

L'étude a rapidement montré que les universités représentent des entités multiples et qu'à ce titre, il n'est pas possible d'établir une généralisation des actions et résultats à l'ensemble du territoire. Ce dossier n'est donc pas exhaustif et offre simplement huit photographies régionales actuelles (2015-16).

1. Introduction

Les universités britanniques ont eu tendance, ces deux ou trois dernières décennies, à vivre en dehors des contextes géographiques locaux dans lesquels elles sont situées, s'étant notamment focalisées sur leur ouverture à l'international. De récents facteurs politiques et économiques poussent aujourd'hui à étudier l'impact local qu'ont ces institutions sur un plan économique.

D'une manière générale, les universités britanniques, établissements indépendants d'enseignement supérieur et de recherche, se distinguent radicalement de leurs homologues français par leur statut de droit privé à but non lucratif. Il est à noter cependant que l'institution « Université britannique » est un mix d'entités multiples : elles sont nombreuses et variées, tant par leur histoire, leurs objectifs, leur gouvernance, leur réputation et les sujets qu'elles enseignent, que par les travaux de recherche qui y sont menés.

Cette étude est donc par définition non-exhaustive. Il y sera proposé tout d'abord une esquisse de la typologie des

universités selon leurs moyens d'action (chapitre 1), suivi d'une présentation des acteurs impliqués dans le développement économique local (chapitre 2), et d'un aperçu de l'évolution des structures politiques locales et de l'historique de l'importance croissante du développement économique local (chapitre 3). Après une rapide méthodologie menant au choix des régions et universités étudiées (chapitre 4), nous décrivons, par ordre alphabétique, chaque localité sélectionnée, accompagnée d'exemples aidant à comprendre le rôle des universités dans le développement local dans les domaines économique, civique et des relations avec les institutions politiques locales (chapitre 5). Enfin, sont illustrés les aspects multidimensionnels et non (directement) quantifiables dans le développement économique du rôle que jouent les universités au cœur d'un modèle relationnel mettant en jeu les entreprises et les pouvoirs publics (chapitre 6). Pour finir, sont évoquées les politiques d'avenir des universités, en particulier en termes de financement (chapitre 7). Cette étude pose finalement plusieurs questions suite au résultat du référendum et la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

2. L'Université : un acteur incontournable de la scène locale

2.1 Modèles universitaires dérivant d'une histoire multimodale

Parmi les quelques 160 établissements d'enseignement supérieur incluant les University Colleges, les établissements spécialisés et les Further Education Colleges (formation continue), le Royaume-Uni compte un peu plus de 90 universités. On distingue trois grandes catégories d'établissements, dont les noms seront utilisés de manière interchangeable dans la suite de ce dossier.

2.1.1 Les « Research intensive universities »

Les « *Research intensive universities* » sont des établissements à forte intensité de recherche, à l'origine du développement des centres urbains dans lesquels on les retrouve. On parle aujourd'hui « d'institution ancrée » (*Anchor Institution*).

Vingt-quatre universités parmi les 30 premières britanniques sont par ailleurs membres du groupe exclusif « *Russell Group* », qui incluent Cambridge, Oxford, UCL, Imperial College London ou encore ...Edimbourg et Manchester. Ces universités ont eu tendance au cours des 30 dernières années à vivre en marge des environnements géographiques locaux dans lesquels elles sont insérées. En est le témoin l'accélération de leur ouverture aux étudiants internationaux et la mondialisation de leurs activités de recherche.

Les 20 à 30 universités suivantes partagent avec celles du *Russell Group* une longue histoire et une forte intensité de recherche. Elles se sont également internationalisées et tendent à émuler leurs « grandes sœurs » pour améliorer leurs classements nationaux et internationaux. Elles possèdent cependant des moyens financiers inférieurs et une réputation moins grande. Elles sont localisées dans des zones géographiques distinctes de celles du *Russell Group*. Mentionnons par exemple Newcastle, Swansea, Leicester ou St Andrews.

2.1.2 Les « Former Polytechnics »

Les « *Former Polytechnics* » sont des institutions plus récentes, établies au cours du 19^{ème} siècle en tant qu'établissement professionnel et/ou polytechnique ne délivrant que des activités d'enseignement. Elles étaient de ce fait étroitement insérées dans le tissu local, en particulier le secteur privé, et dirigées par les pouvoirs publics. Elles répondaient à des besoins administratif, économique et industriel locaux, et dans ce cadre étaient le plus souvent spécialisées. Elles ont accédées au statut d'universités en 1992, mènent aujourd'hui des activités de recherche, et sont connues sous le nom de « *former polytechnics* » ou « Post-92 ».

2.2 Liens avec les pouvoirs publics

Bien qu'indépendantes des pouvoirs publics en matière de gouvernance, de choix stratégiques, ou de missions, les universités sont encore financées de manière non négligeable par les gouvernements nationaux et/ou régionaux dévolus. Les montants alloués, en forte diminution en raison de l'augmentation des frais d'inscription, dépendent du

nombre d'étudiants, des sujets enseignés et de la qualité des travaux de recherche menés (et évalués par un exercice d'évaluation national, voir §2.3.2).

Les liens entre l'université et les pouvoirs publics s'établissent donc principalement selon des règles fluides où les jeux d'influence et les négociations, décrits plus loin dans ce rapport, sont clés pour les deux parties.

2.3 L'université au centre du dispositif de développement économique local

2.3.1 Modèle économique et d'innovation

L'innovation joue un rôle clé dans le modèle d'économie de la connaissance et de croissance défendu par le gouvernement britannique et la Commission Européenne. De nombreux rapports publiés ces dernières années soulignent par ailleurs le rôle crucial de l'échelle locale dans le développement économique et reconnaissent l'importance des relations entre les universités et les entreprises.

Le rapport de Dame Ann Dowling (juillet 2015), présidente de la Royal Academy of Engineering, « *The Dowling Review of Business-University Research Collaborations* », succède ainsi à pas moins de douze autres rapports publiés sur le même sujet entre 2010 et mi-2015, et à la stratégie du *Department for Business, Innovation and Skills* (BIS, Ministère pour les entreprises, l'innovation et les compétences) sur l'innovation et la recherche.

Suite à ce rapport, le BIS a publié à la mi-2015 une carte des avantages comparatifs pour l'innovation (voir §7.4.3), pour l'Angleterre. Soulignant l'importance du rayonnement universitaire dans les systèmes économiques locaux, cette carte reconnaît le rôle important des universités dans le développement de richesses des régions et de ce fait prend en compte les activités des universités dans la méthodologie d'évaluation des avantages comparatifs dans les zones locales.

2.3.2 Une pression croissante sur les universités à produire des livrables

La qualité de cette recherche est évaluée au plan national depuis 1986, lors d'un exercice périodique (tous les 6 ans environ) connu sous le nom de *Research Excellence Framework* (REF) ayant été modifié à plusieurs reprises. Les résultats garantissent aux établissements une enveloppe financière stable et récurrente pour la période allant jusqu'à l'exercice suivant. La dernière réforme du REF a eu lieu en 2014 et a inclus pour la première fois un critère d'impact qui incite fortement les chercheurs à penser aux retombées bénéfiques pour la société de leurs travaux de recherche (économiques, politiques, sociales, éthiques, etc.). Si ce critère d'impact a semblé favoriser les établissements « Post-92 », qui y répondent déjà de par l'intérêt qu'ils portent au tissu économique local, un interlocuteur à Manchester a jugé que ce critère d'impact de la recherche n'a pas changé grand-chose dans le comportement de l'université.

Dans la plupart des situations étudiées, le choix d'une concurrence frontale dans les activités de recherche a

cependant été évité, motivé par la conscience d'une trop grande différence de capacités. Dans une position souvent suiveuse, les « Post-92 » orientent leurs activités vers des secteurs complémentaires à ceux couverts par leurs consœurs plus réputées, en développant, à l'image des universités de Portsmouth, de Salford ou métropolitaine de Manchester, des « poches d'excellence ».

Depuis 2015, le gouvernement britannique réfléchit également aux modalités de mise en œuvre d'un exercice d'évaluation de l'enseignement dans les universités, qui sera nommé *Teaching Excellence Framework* (TEF). L'objectif annoncé est d'inciter les universités à investir pour améliorer la qualité de l'enseignement offert aux étudiants. Les débats sont encore ouverts quant aux critères d'évaluation, notamment une mesure annoncée par le ministre délégué à la science et aux universités Jo Johnson, selon laquelle les universités qui obtiendront les meilleures notes au TEF pourront augmenter leurs frais d'inscription au-delà du plafond actuel de 9 000£. Cette annonce fait couler beaucoup d'encre en raison des conséquences potentiellement clivantes selon le type d'université considéré : les universités « *Research intensives* » pourraient voir leurs revenus accrus car la demande est largement supérieure à l'offre, alors que les institutions « Post-92 » pourraient se heurter à une diminution de la demande.

3. Les acteurs de l'économie locale

Outre les universités et les établissements d'enseignement supérieurs variés décrits ci-dessus, voici les acteurs publics politiques, institutionnels, financiers et les acteurs du secteur privé (Fig. 1).

3.1 Les acteurs politiques

3.1.1 Les « City Councils »

Le « *City Council* » est, en Angleterre, l'autorité locale gouvernant la ville ou la métropole qu'il représente. À sa tête est un maire élu au suffrage universel ou nommé par le conseil d'administration de la ville, pour une période déterminée et variée selon les villes considérées. Comme déjà souligné, ces pouvoirs publics locaux ont tissés avec leur « institution ancrée » des liens plus ou moins forts selon les périodes considérées, le type d'université et les régions concernées. Dans certains cas, les universités ont négocié un siège et une voix dans les instances politiques.

Parmi les représentants des « *City Councils* » que nous avons rencontrés (Liverpool, Manchester, Leeds et Southampton), les avis sont convergents quant au rôle crucial des relations humaines entre les pouvoirs publics et les universités, pour que l'influence de ces dernières sur les décisions politiques locales aient du poids. La tendance observée ces dernières années montre un rôle croissant donné à la ville

et/ou aux pouvoirs publics locaux, notamment dans les discours de délocalisation, ou dévolution des pouvoirs centraux vers les régions, en Angleterre.

3.1.2 Le *Department for Business, Innovation and Skills* (BIS)

Ministère central dédié à la croissance économique de l'ensemble du territoire britannique, le BIS investit dans les compétences et l'enseignement supérieur dans le but de promouvoir les échanges commerciaux et de renforcer l'innovation. Son rôle dans le développement économique local est issu principalement des politiques et stratégies mises en œuvre telle la réforme du financement de l'université, ou l'évolution des structures institutionnelles régionales et locales de promotion du développement économique (voir §3.2). Dans ce domaine, les actions du BIS s'effectuent notamment à travers des structures politiques ; en effet, le nouveau ministre Greg Clark a récemment instruit ses 6 ministres délégués à devenir « Champion » des régions qui leur sont assignées, notamment en créant des liens forts entre le gouvernement central et les LEP desdites régions. Par exemple, Jo Johnson est donc en charge des régions suivantes : Greater Cambridge and Greater Peterborough, New Anglia South East, Coast to Capital (area from South London to the coast of Brighton), Greater Manchester, Solent, Enterprise M3 (M3 Corridor), Cheshire and Warrington.

En juillet 2016 sous le nouveau gouvernement de Theresa May, le BIS est devenu le BEIS (*Business, Energy and Industrial Strategy*), ayant intégré les compétences du ministère de l'énergie et du changement climatique.

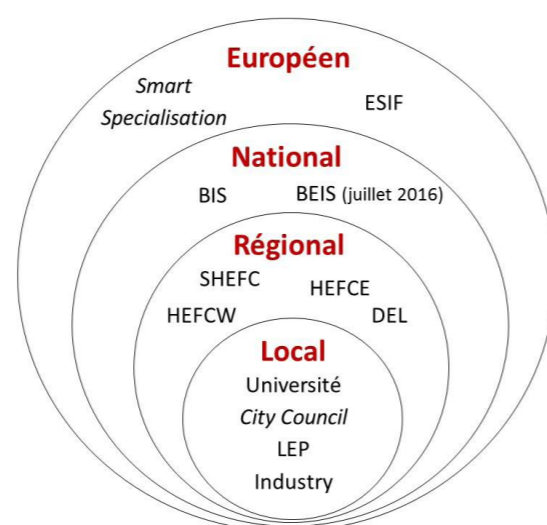


Figure 1 : Représentation des acteurs publics impliqués dans le développement économique local au Royaume-Uni.

ESIF, European Structural Innovation Funds ;
 BIS, Business, innovation and Skills ; BEIS, Business, Energy & Industrial Strategy ;
 SHEFC, Scottish Higher Education Funding Council ;
 HEFCE, Higher Education Funding Council for England ;
 HEFCW, Higher Education Funding Council of Wales ;
 DEL, Department for Education and Learning ;
 LEP, Local Enterprise Partnership.
 Crédit : SST

3.1.3 L'Union européenne

L'Union Européenne joue un rôle clé dans le développement économique local à travers d'une part le programme H2020 et l'octroi de fonds structurels et, d'autre part, la mise en œuvre de directives et/ou de réglementations. Comme illustré en aval dans ce rapport, l'UE est un intermédiaire important dans les relations entre les différents acteurs de l'économie locale.

À noter que les étudiants et les académiques ont largement voté pour le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Leurs intérêts financiers, de collaboration et de mobilité sont aujourd'hui remis en cause dans le cadre du Brexit.

3.2 Les acteurs institutionnels – Les « *Local Enterprise Partnerships* » (LEP)

Créés en 2012 à la suite de la suppression par le gouvernement Cameron des structures de développement local (*Regional Development Agencies*), les LEP n'existent qu'en Angleterre et présentent la particularité de ne pas avoir de modèle structurel uniforme sinon qu'ils doivent être dirigés par un acteur du secteur privé. À Liverpool par exemple, des personnels de l'université peuvent travailler en détachement pour le LEP. Au nombre de 39, leurs missions sont de promouvoir les interactions entre les autorités publiques et l'industrie locale, et d'identifier et de mettre en œuvre les priorités locales pour le développement économique, incluant la création d'emploi. Du point de vue financier, le gouvernement ne fournit à ces structures qu'un financement minimal, inférieur à 500KE par an et la présente étude suggère, sur un échantillon restreint, que les LEP ont une influence relativement faible due principalement au manque de moyens humains et financiers, et parfois au manque d'expertise (voir §4.1). Le Brexit pourrait réduire encore leur rôle et leur influence, en particulier si, à terme, les flux de financements européens s'avèrent inaccessibles.

Dans la pratique, les LEP peuvent gérer la distribution des fonds structurels européens, aider à la constitution de dossiers évalués par d'autres organisations ou encore prendre des décisions de financement. Dans certains cas, les entreprises jouent un rôle moteur dans le fonctionnement interne de ces organisations, allant jusqu'à un système d'adhésion similaire aux chambres de commerce (Liverpool). Dans d'autres, les LEP ressemblent plus aux anciennes agences de développement régional et s'appuient avant tout sur une convergence des collectivités locales recouvertes par le territoire du LEP (Manchester). Par ailleurs, les territoires couverts par les LEP ayant été librement constitués par des partenaires locaux, certains se superposent (York) et d'autres non (Manchester, Liverpool). Nous avons donc tenté de saisir les différences induites par ces situations diverses.

3.3 Les acteurs du secteur privé

Les associations d'entreprises (CBI, Chambres de commerce...) ne semblent pas avoir une influence significative dans le développement local. Plusieurs personnes rencontrées au cours de notre enquête ont en effet indiqué le peu d'échange qu'elles avaient avec elles et ont souligné leur faible influence. Les quelques structures que nous avons contactées n'ont d'ailleurs pas donné suite.

4. L'importance croissante du développement économique local

4.1 Évolution des structures politiques locales

Ces 20 dernières années ont été le témoin de plusieurs réformes des structures politiques territoriales, en particulier en Angleterre. Neuf agences de développement régional avaient été créées entre 1998 et 2000 sous l'ère travailliste, avec pour mission de soutenir le développement économique de leur territoires respectifs. Elles ont été supprimées en 2010, comme indiqué plus haut, car jugées trop lourdes pour les finances publiques et trop dépendantes du gouvernement central de Westminster, et remplacées en 2012 par les 39 LEP décrits plus haut.

Ces LEP sont créés à partir de propositions faites par des acteurs politiques et économiques locaux, et du fait des disparités régionales et locales existant sur l'ensemble du territoire, on a pu observer des structures très différentes, qui seront décrites plus loin au cas par cas. Il est à noter qu'au cours de nos entretiens, certains interlocuteurs ont questionné l'existence d'une expertise pertinente et suffisante au sein du personnel de ces LEP. Un intérêt particulier a donc été porté à la perception qu'ont les différents acteurs de ces structures, ainsi qu'au rôle effectif qu'elles jouent en relation avec les universités et les autres acteurs du développement économique.

Lors de nos entretiens, nous avons par ailleurs entendu que les transferts de pouvoirs qui sont à la base de la dynamique politique gouvernementale actuelle se font davantage vers les villes que vers les LEP. Malgré leur création récente par le gouvernement de coalition en 2012, ils sembleraient ainsi désavoués et paieraient leur manque de responsabilité électorale, puisque orientés autour de, et dirigés par, des représentants du secteur privé.

4.2 Faible croissance et productivité

Les thématiques de croissance et de productivité ont fait partie intégrante de la campagne électorale menant aux élections générales de mai 2015 suite à la prise de conscience d'un déficit de productivité par rapport aux concurrents internationaux. Dès juillet 2015, le Chancelier de l'Échiquier, George Osborne, a lancé un « Plan pour la productivité », traitant entre autres de la politique scientifique, et en novembre 2015 un appel à propositions pour conduire des « Audits sur la science et l'innovation » (*Science and Innovation Audits*, SIA, voir §7.4.4). Cinq régions lauréates ont été nommées en mars 2016 pour mener ces audits d'ici la fin de l'été 2016, et ont reçu un financement fléchi à cet effet. Il s'agit d'Edimbourg and the Lothians City region, South West England and South East Wales, Sheffield City Region and Lancashire, Greater Manchester and East Cheshire, The Midlands Engine. Plusieurs interlocuteurs estiment que les résultats de ces audits pourraient influencer la stratégie des universités britanniques à moyen terme, malgré leurs contours et une méthodologie encore floue.

Les études commandées par les gouvernements de Westminster successifs depuis 2010 font un lien fort entre

croissance et universités, considérant ces dernières comme acteurs clés de la recherche et de l'innovation. Ceci a été souligné dans le rapport Witty en 2013, portant sur « les universités et la croissance », qui a notamment examiné comment les universités pourraient jouer un rôle plus important dans l'économie. L'une des recommandations suggérait que les universités développent un troisième volet à leurs missions, pour renforcer les interactions entre le monde académique et les PME. Les recommandations des études ont donc été intégrées dans les stratégies déployées, telles celle pour l'innovation et la recherche, présentée plus comme un volet particulier d'un plan général pour la croissance qu'une stratégie autonome et mettant en évidence la priorité accordée par le gouvernement pour ce sujet du développement local.

4.3 Accélération de la dévolution

Historiquement très centralisateur, le gouvernement britannique a démarré une politique de décentralisation depuis une vingtaine d'années, tout d'abord vers les régions dévolues d'Écosse, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord. Plus récemment, depuis 2010, le pays est le témoin de la mise en place d'une politique de « localisme », qui consiste à transférer au cas par cas des domaines de compétence gouvernementaux vers des niveaux de gouvernance locale. Ces transferts de pouvoir, notamment fiscaux, sont le résultat d'accords bilatéraux entre des métropoles disposant à leur tête d'un maire élu, et Westminster. Connus sous le nom de « City deals » (voir §7.4.1), ces accords sont instaurés par voie de négociations individuelles, créant ainsi une variété de situations institutionnelles que l'on retrouve dans cette étude. Ils sont une opportunité pour les universités d'accroître leur influence au sein de leur environnement local, en matière économique et politique, notamment par le biais de lobbying auprès des comités d'administration et des instances décisionnaires où elles siègent. On peut ainsi noter que le « City Deal » signé avec Édimbourg est largement soutenu par les universités locales et a conduit au rapprochement de ces dernières avec les autorités locales.

4.4 Le Northern Powerhouse

George Osborne a également lancé en 2014 un grand chantier de revalorisation économique du Nord de l'Angleterre à travers l'attraction d'investissements, connu sous le nom de « Northern Powerhouse ». Ce projet, mené par le ministre du BIS, est centré autour des trois villes de Liverpool, Manchester et Newcastle-upon-Tyne. Bien que les annonces concernent principalement l'économie et les infrastructures de transports entre ces villes (rail, autoroutes), les universités que nous avons étudiées témoignent d'un intérêt fort pour ce projet. Leur motivation repose sur le rôle politique qu'elles pourraient y jouer et les conséquences potentielles sur leurs activités économiques. Par ailleurs, ce projet a un effet de levier pour d'autres régions de l'Angleterre, qui veulent également une part du gâteau (financier) promis, telles les

grandes villes du centre de l'Angleterre (Sheffield, Nottingham, Birmingham...) qui se sont regroupées pour former le « Midlands Engine ».

5. Les critères de sélection des régions

Étant donné la diversité de tous ces acteurs au sein de chaque région et localité, et afin d'obtenir un éventail de situations typologiques aussi représentatif que possible, le choix des régions sélectionnées pour cette étude a été fait selon des critères multimodaux, prenant en compte en particulier le type d'université présente localement (Tableau 1), l'organisation territoriale, la répartition des secteurs industriels à travers le territoire, et le transfert de pouvoir déjà mentionné ci-dessus.

À noter que les villes constituant le triangle d'or, Londres, Cambridge et Oxford ont été délibérément exclues de cette étude, malgré la forte concentration universitaire qui s'y trouve. Dans le cas de la capitale, nous avons jugé que la densité du tissu économique rendrait indiscernable la valeur ajoutée des universités. Oxford et Cambridge sont, quant à elles, des cas très particuliers d'universités mondiales « hors sol », malgré le développement des *sciences parks* et de zones économiques en fort développement. Cette vision a été largement soutenue par les interlocuteurs que nous avons rencontrés pour le cadrage de cette étude.

Enfin, nous avons complété ce panorama avec Édimbourg et Cardiff, dont les politiques dévolues diffèrent de celles de l'Angleterre.

6. La description des localités sélectionnées

Au résultat, huit zones géographiques ont donc été identifiées. Nous présentons ici les différents acteurs de l'écosystème lié à l'impact économique local des universités dans

Nom de l'Université	Intensité de recherche	Type d'université
U. Manchester	Top 6	Russell Group, « Research intensive »
U. Southampton	Haute	
U. Bristol		
U. Liverpool		
U. York		
U. Edimbourg		
U. Cardiff	Haute	
U. Cranfield		
U. Liverpool John Moores		
U. Métropolitaine de Manchester		
U. Salford	Moyenne	Former Polytechnics « Post-92 »
U. Portsmouth		
U. Herriot-Watt		
U. Southampton Solent	Basse	
U. York St John		

Tableau 1 : Répartition des universités présentes dans les régions étudiées par intensité de la recherche.
Crédits : SST.



Figure 2 : Représentation graphique des localités sélectionnées.
Crédits : SST.

ces zones, triées par ordre alphabétique : Bristol, Cardiff, Cranfield, Édimbourg, Liverpool, Manchester, Solent (Southampton/Portsmouth) et York/Leeds (Fig. 2 et Tableau 2).

6.1 Bristol



Clifton bridge à Bristol.
Crédits : StuartEdwards, CC BY-SA 3.0.

Localisée dans le sud-ouest de l'Angleterre et forte d'une population de près d'un demi-million d'habitants, Bristol est la huitième ville du Royaume-Uni. Historiquement l'une des villes portuaires les plus influentes du royaume, l'économie contemporaine repose principalement sur les médias, l'industrie de création, la microélectronique, et l'aérospatial (BAE Systems, Rolls Royce). En 2014, le Sunday Times l'avait classée la ville britannique la plus agréable à vivre.

Bristol compte deux universités, l'University of Bristol, « research intensive », et l'University of the West of England (UWE, « Post-92 »). Au croisement de plusieurs réseaux universitaires, l'université de Bristol se distingue dans le domaine de l'impact économique par l'accueil d'un incubateur de startups au succès reconnu, SETsquared, en partenariat avec quatre autres universités du sud-ouest de l'Angleterre (Cardiff, Bath, Southampton et Exeter). Elle forme également avec Bath, Cardiff et Exeter le réseau universitaire GW4 (Great West 4).

Parmi les autres acteurs du développement économique local, la ville de Bristol possède depuis 2012 un maire élu

au suffrage universel. Les différentes circonscriptions de la ville et sa situation géographique, à la jonction de plusieurs zones de LEP qui peinent à afficher un élan commun, ne facilitent pas l'éclosion économique d'une zone géographique locale qui par ailleurs présente de nombreux atouts, tels une *University Enterprise Zone* (à l'image des zones franches françaises, elles sont destinées à favoriser l'installation des entreprises et reçoivent un financement pour le soutien à l'implantation d'infrastructures visant au partage des travaux de recherche avec les entreprises) et un parc scientifique dédié aux composites, le *National Composite Centre*.

6.2 Cardiff



Roald Dahl Plass et le Wales Millennium Centre.
Crédits : Thomas Davey - CC BY-SA 3.0.

La capitale galloise constitue, avec Swansea, un des deux seuls centres universitaires d'envergure de la région. Le financement de l'enseignement supérieur en tant que compétence dévolue et l'absence de LEP conduisent à une étude de l'impact local des universités sensiblement différente de l'Angleterre. Par ailleurs, en raison de la taille du pays de Galles, la notion de « local » est parfois perçue à l'échelle de la nation.

Le gouvernement gallois s'est clairement engagé dans un modèle de recherche orienté par les besoins du marché plutôt que de financement de la recherche fondamentale. En novembre 2014, il lance le projet « *City Region* » qui rassemble dix pouvoirs publics locaux du Sud-est du Pays de Galles pour créer une zone économique unique. Suite à l'identification des interdépendances et des différences de fonctionnement entre les zones géographiques représentées, le consortium développera et mettra en œuvre de nouveaux plans pour le développement intégré à l'ensemble de la zone.

L'université de Cardiff, qui fait partie du *Russell Group*, s'est pleinement engagée et a depuis lancé un projet phare, le « *Cardiff City Exchange* », dont l'objectif est de stimuler et d'améliorer le développement économique de la région Sud-est du Pays de Galles. Ceci est mené en partie selon un modèle de recherche orienté par les besoins du marché, plutôt que de financement de la recherche fondamentale. En parallèle, quatre autres projets ont été lancés, chacun ayant une finalité de transformation de la vie locale, tant au plan de la santé et du bien-être, de l'information que des interactions entre les résidents.

6.3 Cranfield

L'université de Cranfield, dont le campus est situé dans une zone rurale proche de Milton Keynes au nord de Londres, ne délivre que des diplômes de 2^{ème} et 3^{ème} cycles. Créée en tant que *College of Aeronautics* en 1946 sur l'ex-base aérienne de la *Royal Air Force*, son expertise est reconnue dans les secteurs de l'aéronautique et de la défense. Elle se distingue par le fait qu'une grande partie de ses étudiants sont des professionnels et qu'elle possède un aéroport opérationnel (utilisé principalement dans le contexte de recherches en aéronautique).

Grâce aux terrains qui l'entourent et dont elle est propriétaire, l'université a accueilli de nombreuses entreprises dans un parc technologique dont le Nissan Technology Centre Europe (automobile), Invar Systems Technology (Warehouse Control Systems et Warehouse Management Systems) ou encore Trafficmaster plc (télématique). Elle a par ailleurs été classée en 2015 sur la plus haute marche du podium par l'organisme *National Centre for Universities and Business* (NCUB) comme l'université la plus impliquée avec le secteur industriel. Le centre de recherche en aéronautique de l'université peut être cité en exemple : il s'agit d'un projet immobilier de 35 M€ financé à 60% par Airbus et Rolls-Royce, 15% par l'université elle-même et 25% par le HEFCE (*Higher Education Funding Council of England*) via un fonds dédié au financement d'infrastructures de recherche. Pour ces raisons, il semble que le LEP South-east Midlands (SEMLEP) ait plus à gagner de la localisation de l'université au sein de son territoire que l'inverse.



Des membres de l'équipe Boeing, Cranfield Aerospace et NASA Dryden flight test project, réunis autour du modèle réduit de X-48B à la suite du 50^{ème} vol test en avril 2009.

Crédits : <http://bit.ly/29ZMSOa>, Domaine publique.

6.4 Édimbourg et l'Écosse

La ville d'Édimbourg est la deuxième économie du Royaume après Londres, en termes de salaire moyen annuel et de valeur ajoutée brute. Les secteurs clés de la région sont, sans ordre particulier, les services financiers, le commerce de détail, le tourisme, la technologie et les logiciels informatiques.



Vue du Parlement écossais à Edimbourg.
Crédits : CCO, Domaine public.

Selon une étude menée par BIGGAR Economics, l'université d'Édimbourg joue un rôle clé dans l'économie de la région : elle génère annuellement 2Mds€ pour l'économie écossaise et environ 37 000 emplois au Royaume-Uni (activités directes et indirectes) ; le succès du secteur des logiciels dérive en grande partie de l'excellence de son département d'informatique ; et le secteur de la santé (biotechnologies et pharmaceutiques) est aujourd'hui l'un des plus gros générateurs de revenus de l'Université. Ces secteurs ont en partie vu le jour à travers une logique de clustérisation soulignée par les interlocuteurs rencontrés.

Il n'existe pas de LEP couvrant la région sur le territoire écossais. Les acteurs publics locaux, mis en place par le gouvernement Holyrood (du nom du quartier d'Édimbourg où il est localisé), sont cependant présents, ainsi que les organismes intermédiaires d'aide à la mise en partenariat entre les universités et le secteur privé. Ils seront décrits plus loin (§7.3.3).

6.5 Liverpool et le Nord-ouest

Historiquement, la ville de Liverpool s'est développée durant la révolution industrielle, en parallèle avec les activités portuaires et sa participation dans le commerce d'esclaves. Le ferry Titanic y était enregistré. On compte plusieurs universités à Liverpool, dont l'Université de Liverpool, « *Research intensive* », et l'université Liverpool John Moores « *Post-92* ».

Les secteurs d'économie de la ville et de la région sont principalement ceux des services (santé, éducation, banque, assurance, administration publique) même si l'on observe une croissance importante de l'économie de la connaissance, avec notamment les médias et les sciences du vivant comme fers de lance. Le port reste cependant le plus gros du pays, et une extension « *liverpool2* » est en œuvre actuellement pour accroître la capacité d'accueil des cargos de gros tonnage. Plusieurs headquarter d'entreprises multinationales sont basées dans la ville, la plus réputée étant Unilever.

Liverpool est un maillon essentiel du projet *Northern Powerhouse*, dans lequel l'université de Liverpool joue un rôle important d'intermédiaire entre les collectivités locales

de la zone urbaine. Le LEP de Liverpool, dont les frontières correspondent à celles de la métropole en construction (*City Region*), s'appuie sur le rôle moteur joué par les entreprises où il existe un système d'adhésion similaire à celui observé pour les chambres de commerce, mais souffre d'un manque de personnel.

Liverpool possède une *University Enterprise Zone* dédiée à l'étude des capteurs, qui, encore à l'état de concept, a permis, au LEP d'agir comme catalyseur entre les deux universités locales de la ville et les entreprises.



HMS Illustrious à Liverpool Cruise liner terminal, octobre 2009.
Crédits : John Bradley, CC BY-SA 3.0.

6.6 Manchester et le Nord

L'urbanisation de Manchester a suivi l'explosion de la manufacture du textile au moment de la révolution industrielle au 19^{ème} siècle. Aujourd'hui, son économie est la deuxième d'Angleterre, derrière Londres.

Manchester présente une concentration universitaire importante et inégalement répartie entre l'université de Manchester (*Russell Group*), et les établissements « *Post-92* », Université Métropolitaine de Manchester (MMU) et université de Salford.

Du point de vue institutionnel, la création programmée d'une agglomération dotée d'un maire unique (*City Region*) est le fruit d'une collaboration de longue date entre les différentes collectivités locales. Cette stratégie aura permis à l'agglomération, entre autres, d'être le fer de lance de la politique gouvernementale de décentralisation au sein de l'Angleterre, avec le lancement du « *Northern Powerhouse* » (voir §4.4). Les personnalités universitaires rencontrées pour cette étude ont témoigné d'un vif intérêt pour cette initiative, motivées à la fois par le rôle politique qu'elles peuvent jouer et par les conséquences que cette politique pourrait avoir sur les activités économiques des universités.

Le LEP couvrant la zone de Manchester ressemble davantage, quant à lui, aux anciennes agences de développement régional et s'appuie avant tout sur une convergence des collectivités locales recouvertes par le territoire. Par



Albert Square, Manchester.
Crédits : CCO, Domaine public.

ailleurs, la ville possède le « Manchester Corridor », ce que MIDAS, l'agence de promotion de la ville à l'étranger, qualifie de « Cluster de recherche », en raison de la présence à ses abords de deux universités (l'université de Manchester et l'université métropolitaine) et d'un parc scientifique dans lequel les deux universités sont impliquées.

Enfin, un rapport d'impact économique de l'université de Manchester souligne que dans le milliard de livres de valeur ajoutée attribué à l'université, 42% seraient dus à un impact indirect dans le nord-ouest de l'Angleterre (la grande région de Manchester) et 8% seraient dus à l'impact indirect provenant du reste du territoire britannique.



« Harmony of the Sea » quittant Southampton.
Crédits : CCO, Domaine public.

6.7 Southampton, Portsmouth et le Solent (Sud-est)

Zone géographiquement et historiquement tournée vers la mer et qui a longtemps été le siège de la puissance militaire maritime du Royaume-Uni, la région du Solent a souffert ces dernières décennies de la désindustrialisation. Les universités de Southampton et Portsmouth (distantes de 30km) accompagnent désormais un processus de redressement économique basé essentiellement sur l'atout maritime, mais leur poids est inégalement réparti entre l'université de Southampton (*Russell Group*), et deux autres établissements « Post-92 » (Portsmouth et Southampton Solent).

Le LEP couvrant cette région est en charge de la distribu-

tion des fonds structurels européens, rôle catalyseur de sa relation avec les universités. Pour les universités, il est donc considéré comme un partenaire incontournable dans cette région. Nos interlocuteurs au LEP et à l'Université de Southampton ont tous deux souligné l'influence de l'université dans l'orientation de la politique stratégique du LEP, entièrement tournée vers une spécialisation sectorielle dans les industries et services maritimes et marins. Les interactions entre les deux entités se sont mises en place très tôt après la création du LEP, ce dernier ayant sollicité l'université pour la rédaction d'un dossier en réponse à un appel d'offres lancé par le gouvernement de Westminster.

Par ailleurs, tout comme ses consœurs, l'université de Southampton a joué le rôle d'aimant, dans le choix d'implantation des entreprises Merck et Lloyds Register (technologies maritimes et marines) sur le parc scientifique de l'université, de par sa stratégie délibérée de spécialisation sectorielle au niveau local.

Enfin, dans les études d'impact de l'université dans le développement économique local qui distinguent « *Core Impact* » et autres moyens d'impact, ce sont 38% de l'impact total à Southampton, 51% de l'impact total dans la région et 67% de l'impact total de l'université au Royaume-Uni qui sont attribués à cet impact non directement lié aux activités de l'université.

6.8 York et le Nord-est

Historiquement, York était un centre d'expertise de réseau ferroviaire et de fabrication de confiserie. Plus récemment, l'économie de la ville est principalement nourrie par le secteur des services et le tourisme. À noter cependant que l'Université de York est l'un des plus gros employeurs de la zone géographique étudiée, et mise tout particulièrement sur la biologie et les sciences de la vie.

La ville de York joue par ailleurs un rôle de second plan dans la zone d'influence de Leeds (distante de 40 km) qui, avec Liverpool et Manchester, constitue l'un des trois pôles d'activité du nord de l'Angleterre. Le choix d'inclusion de York dans cette étude repose principalement sur le fait que la ville est couverte par deux LEP distincts, ce qui lui permet d'avoir davantage d'opportunités de développement économique (voir §7.2.1).



Université de York, vue du Central Hall au-delà du lac.
Crédits : Public Domain, <http://bit.ly/2aep83x>.

7. L'Université : une évolution en marche

7.1 Des années Thatcher à aujourd'hui

Les 20 ou 30 dernières années sont le témoin d'une modification comportementale de toutes les universités. Les « *Research intensive* » prennent davantage en compte leur implantation, leur écosystème local et sont en train de devenir des acteurs locaux à part entière. Les « Post-92 » se sont, quant à elles, ajustées à leur nouveau statut d'université en développant des activités de recherche et en devenant plus indépendantes des pouvoirs publics locaux. Ceci a pour conséquence l'altération de la relation privilégiée qui existait jusque-là entre les universités « Post-92 » et les pouvoirs publics locaux, avec dans certains cas un rééquilibrage des relations entre les acteurs.

7.2 Rapprochement des universités avec les autres acteurs publics

L'organisation complexe des universités en facultés et départements multiples touche toutes les universités, Manchester, Édimbourg (4800 et 4000 chercheurs), ou York (1600 chercheurs). Cette complexité peut avoir un effet particulièrement important sur l'impact local car elle constitue un facteur disqualifiant pour des interlocuteurs externes n'ayant pas les moyens d'y naviguer pour identifier le bon interlocuteur. Pour pallier à cet obstacle, les établissements mettent en œuvre différentes stratégies. À Cranfield par exemple, les différents services ne répondent pas à une division disciplinaire mais aux secteurs industriels couverts par l'université, avec une démarche interdisciplinaire. À Liverpool John Moores, il s'agit de la mise en place d'une équipe spécifique faisant office de point de contact unique. Les universités écossaises, quant à elles, ont tendance à considérer leur espace « local » comme étant celui de l'Écosse toute entière, en raison de la taille réduite de la région et de la concentration des activités économiques autour de la ceinture formée par les villes de Glasgow, Stirling et Édimbourg.

7.2.1 Avec les LEP

Des liens structurels ont été mis en place offrant aux universités un siège au sein du comité d'administration de 35 des 39 LEP d'Angleterre. Sachant que la majorité d'entre eux compte plusieurs établissements d'enseignement supérieur sur leur territoire, un système de rotation a été mis en place. Le succès de ces liens repose le plus souvent sur le facteur humain, via :

- une contribution à l'élaboration de stratégies de développement économique,
- un détachement de personnels académiques auprès du LEP (Liverpool),
- des rencontres régulières entre les différents acteurs, ou encore
- la constitution des dossiers de candidature aux fonds structurels européens, dont les LEP allouent les fonds.

Pour les universités du *Russell Group*, ces changements institutionnels représentent l'occasion de s'impliquer plus largement dans la conception des stratégies de développement économique. Pour les collectivités locales, c'est l'occasion de traiter avec des interlocuteurs à forte influence éco-

nomique. Nous avons été alerté par plusieurs représentants d'universités « Post-92 » qui estiment que le fait de n'être pas représentée au plus haut niveau décisionnaire est défavorable, et qui craignent, sur le moyen ou long terme, de devenir des « universités locales » sans perspective de croissance. Cette crainte repose sur l'inclusion d'un critère supplémentaire, le critère d'impact, dans l'exercice d'évaluation de la recherche (REF). Sur ce critère, les universités « Post-92 » ont été mieux classées que leurs homologues « *Research intensive* » lors de la première édition, mais la qualité des études d'impact de ces dernières se sera sans doute améliorée pour les prochaines éditions et elles pourraient donc voir leur enveloppe financière récurrente augmenter au détriment des « Post-92 », en raison d'un contexte financier contraint.

Le discours entendu, plusieurs fois, semble renforcer cette crainte : s'il existe bien des exemples de collaboration entre universités « *Research intensive* » et « Post-92 » sur des projets particuliers, la tendance décrite à Édimbourg ou à Liverpool suggère une compétition entre établissements qui ne semble être bien vécue ni par les uns ni par les autres. La situation de l'université de York est intéressante dans sa manière d'exploiter l'évolution régionale avec la création des LEP. Cet établissement, qui fait partie de deux LEP, a su imposer son leadership dans les sciences de la vie dans le LEP rural du Yorkshire en collaborant directement avec des PME et elle est impliquée dans des projets de plus grande ampleur dans le LEP urbain de Leeds. Cette flexibilité lui permet notamment de choisir au cas par cas le LEP adéquat pour l'obtention de crédits, notamment européens. Il faut cependant noter que l'université possède une représentation directe dans le LEP North Yorkshire et aucune dans celui de Leeds City Region (le siège étant occupé par une autre université). La conséquence directe, selon les personnes rencontrées, est une intensité de collaboration largement supérieure avec le LEP North Yorkshire. De la même manière, nous avons entendu que l'université métropolitaine de Manchester a des difficultés à travailler avec le LEP car elle n'y dispose pas de représentation institutionnelle.

7.2.2 Avec les villes

Si les liens institutionnalisés entre LEP et universités se développent, ce n'est souvent pas le cas avec les collectivités locales, même s'il existe un intérêt de plus en plus notable. Le discours que nous avons entendu maintes fois, et qui, une fois n'est pas coutume dans ce rapport, peut donc être généralisé, repose sur l'importance du facteur humain dans le succès des collaborations opérationnelles entre universités et pouvoirs public des villes et métropoles. Ces dernières restent les aires locales de référence, principalement en raison de leur position historique plus forte que celle des LEP. Par ailleurs, et de manière ponctuelle, elles sont largement impliquées dans la construction et/ou le financement, sur leur territoire, de larges infrastructures qui bénéficient aux universités, tel le *Biorenewables Development Centre* à York dédié aux énergies renouvelables d'origine biologique et situé sur le parc scientifique de l'université de York, ou le *National Composite Centre* à Bristol.

Un autre exemple de rapprochement entre université et ville peut être mentionné ici, dans le secteur particulier

de la santé. Le partenariat entre l'université de Southampton et l'hôpital universitaire du même nom est la pierre angulaire des activités de recherche en sciences de la vie. Ainsi, le développement de cette activité a mené à la mise en route d'un projet de centre de recherche en immunologie pour le cancer, pour lequel le secteur privé est invité à participer au financement.

Un autre aspect majeur des liens entre universités et villes touche à la promotion croisée : d'un côté, les universités sont des vecteurs de publicité pour leur ville via leur marketing à l'international, et de l'autre, certaines villes historiques attirent fortement les étudiants vers leurs universités (Liverpool, Bristol, etc.). Les alumni jouent également un rôle influent dans cette promotion croisée, en termes financier et d'attractivité. Ainsi, l'organisme intermédiaire entre collectivités locales et secteur privé à York, « *Make It York* », estime que son capital et sa gouvernance sont renforcés par la présence des universités du territoire. De la même manière, les services de promotion à l'étranger de la région de Manchester, MIDAS, s'appuient sur l'existence de l'université pour attirer les entreprises sur le territoire. Liverpool, quant à elle, attire de nombreux étudiants à la fois britanniques et étrangers du fait de sa réputation internationale.

7.3 Rapprochement avec le secteur privé

7.3.1 Des spécificités par types d'université

Le rapprochement des universités avec le secteur privé est antérieur à celui avec les collectivités locales et/ou régionales. Malgré cela, l'histoire montre que les relations entre universités et entreprises de tout type ne sont pas optimales, notamment en matière de transfert de connaissances et de technologies depuis le milieu académique vers les entreprises, et en matière d'exploitation commerciale de ces technologies. L'une des raisons reconnues par les deux types d'acteurs est que l'organisation même des universités (facultés, départements, etc.) représente un obstacle majeur à des relations efficaces, les PME n'ayant pas les moyens humains d'apprendre à y naviguer. Les caractéristiques et stratégies mises en œuvre par les différents types d'universités pour remédier à ces problématiques sont variées.

Certaines universités « Post-92 » s'orientent davantage vers des disciplines complémentaires à celles couvertes par leurs « grandes sœurs » et développement des poches d'excellence. Il s'ensuit une répartition des domaines de recherche qui leur permet de ne pas avoir à limiter leurs collaborations avec les entreprises et les pouvoirs publics. D'autres choisissent de devenir des « universités d'enseignement » (telle Salford). Leur collaboration avec le monde de l'entreprise se traduit alors par des enseignements délivrés par des professionnels du privé plutôt que des universitaires, et conduit les deux acteurs à comprendre les problématiques et aspirations de chacun, au sein d'une dynamique ouverte et proactive.

Universités	Collectivités locales	LEP	Acteurs intermédiaires : Collectivités locales/Entreprises	Acteurs intermédiaires : Universités/Entreprises
Bristol	Bristol City Council	West of England		
Cardiff	City of Cardiff Council	N/A		
Cranfield	Bedford Borough Council	South East Midlands		
Edimbourg Heriot-Watt	Gouvernement écossais Edinburgh City Council	N/A	Business Gateway	Interface University-technology.com
Liverpool Liverpool John Moore's	Liverpool City Council Liverpool City Region	Liverpool City Region		
Manchester MMU Salford	Manchester City Council Greater Manchester Combined Authority	Greater Manchester	Manchester Growth Company : MIDAS New Economy Manchester	
Southampton Southampton Solent Portsmouth	Southampton City Council	Solent		
York York St John	City of York Council	Leeds City Region & York, North Yorkshire and East Riding	Make It York	BioVale / BDC

Tableau 2 : Acteurs de l'impact économique des universités dans les régions étudiées.

Crédit : SST.

Au-delà des choix sectoriels se dessinent également des complémentarités dans le type de collaboration développées avec les entreprises. C'est le cas par exemple dans le Solent, où les deux dimensions – spécialisation et répartition des types de collaboration avec les entreprises – ne sont pas incompatibles, et une spécialisation des types de relations avec les entreprises, pointée par le LEP, semble se dessiner : l'université de Southampton (*Russell Group*) met davantage l'accent sur le développement de spinouts ; l'université de Portsmouth (« Post-92 ») est plus portée sur l'incubation de startups n'exploitant pas les technologies développées dans l'université ; l'université de Southampton Solent (« Post-92 »), quant à elle, a choisi de se spécialiser dans la fourniture d'infrastructures et d'expertise aux entreprises du domaine de la création.

Il est à noter que les établissements « *Research intensives* » ne sont pas les mieux lotis en matière de collaboration avec les PME. En guise d'exemple, l'université de Salford (située dans la banlieue de Manchester) collabore avec deux fois plus de PME que l'université de Manchester. Dans le contexte actuel qui tend à rapprocher l'université du tissu économique local, on parle aujourd'hui de ces établissements comme de « géants endormis ». L'une des explications provient du rôle des Knowledge Transfer Partnerships (KTP), programmes dédiés à la mise en relation entre entreprises et universités.

Enfin, un dernier exemple souligné lors de cette étude est celui de l'entreprise Unilever ayant décidé d'installer un centre de recherche où se côtoieront des chercheurs de l'entreprise et de l'université de Liverpool.

7.3.2 Les actions mises en œuvre

• Dans le cadre des ressources humaines

Conscientes des difficultés existantes concernant la mise

en relation avec le secteur privé, les universités mettent en place des équipes dédiées aux relations commerciales, créant ainsi une véritable rupture des politiques traditionnelles de recrutement. Les personnels sont en effet souvent recrutés grâce à leur expérience du secteur privé, et non leur profil académique. Ces changements ont lieu soit à un niveau opérationnel, avec la création d'entités spécifiques (bureau de transfert de technologies, *relationship manager*, etc.), soit à un niveau décisionnaire avec la redéfinition des postes de vice-présidents d'université « recherche et entreprise » ou « relations extérieures et entreprises ».

La stratégie de l'université de Cranfield est, quant à elle, aussi atypique que l'université elle-même, en ce que les services tournés vers le secteur privé répondent aux secteurs industriels existants et non aux disciplines couvertes par la recherche menée au sein de l'université. À Liverpool John Moores, la facilitation de ces relations avec les entreprises passe aujourd'hui par un guichet unique vers lequel peuvent se tourner les entreprises.

• Parc scientifiques, incubateurs

Ces changements opérationnels jouent un rôle clé dans l'impact économique local des universités et ont pour objectif de faciliter les relations entre les universités et les entreprises au sein des parcs scientifiques, mis en place depuis les années 1980. En particulier, ces changements visent à améliorer l'attraction d'entreprises externes à la région ou la localité. Viennent s'ajouter des incubateurs, qui aujourd'hui ne se limitent plus aux spinouts d'universités et font bénéficier de l'expertise et des infrastructures à tout type d'entrepreneur. En guise d'exemple, l'incubateur SETSquared est emblématique en ce qu'il a été mis en place par six universités dont celles de Bristol et Southampton, et la proportion de spinouts qu'il accueille est désormais inférieure à 5% pour Bristol.

• University Enterprise Zones

Dans la lignée des *Enterprise Zones*, aires géographiques d'allègement fiscal similaires aux zones franches destinées à favoriser l'installation des entreprises, le gouvernement britannique a décidé en 2014 de créer quatre *University Enterprise Zones* expérimentales (Bradford, Bristol, Liverpool et Nottingham). Bien que porteuses d'un nom très similaire, les UEZ sont en fait un financement visant à soutenir l'implantation d'infrastructures destinées au partage des travaux de recherche avec les entreprises dans une zone géographique donnée.

Bien que ces infrastructures ne soient pas encore sorties du sol, les premiers effets annexes se sont déjà fait sentir, par exemple à Liverpool, où l'UEZ est dédiée à l'étude des capteurs. La promesse des financements liés à l'UEZ a permis au LEP d'agir à la fois comme intermédiaire et comme catalyseur entre les deux universités de Liverpool et les entreprises, principalement des PME.

• Nouveaux intermédiaires

Les bureaux de transfert de technologies créés dans les années 1980 et 1990 et rattachés aux universités se sont souvent émancipés des universités « *Research intensive* ». En sont nées des entreprises intermédiaires (ex : Business Gateway à Liverpool, UMI3 à Manchester) qui jouent sur le marché de la mise en relation entre chercheurs et secteur privé. Les missions de ces intermédiaires ont également été modifiées, favorisant aujourd'hui non plus le transfert mais l'échange de technologies. La modification de cette terminologie met en évidence la bilatéralité des relations.

Pour d'autres encore, ces entités montrent un statut encore différent. À York par exemple, BioVale est une structure animée par des chercheurs et non financée par l'université, et qui propose dans le domaine des biosciences des prestations de location d'infrastructures, de conseil pour des projets rapides, et même un espace d'incubation.

7.3.3 Les spécificités Écosse/Angleterre

La situation écossaise se distingue de l'Angleterre sur plusieurs points. Les PME y représentent 99% des entreprises, 55% des emplois et 40% du chiffre d'affaires. C'est pourquoi le gouvernement écossais promeut la collaboration entre universités et entreprises de manière directe, via notamment des incitations financières publiques (par le *Scottish Higher Education Funding Council*, SHEFC).

Par ailleurs, et contrairement aux universités anglaises qui ont chacune leur entité intermédiaire pour faciliter les relations avec le secteur privé, l'Écosse et ses universités ont mis en place une structure unique appelée *Interface*. Hébergée par l'université d'Édimbourg, *Interface* reçoit des demandes ponctuelles d'entreprises souhaitant travailler avec des chercheurs sur un projet particulier et transmet

ces demandes à l'ensemble des universités écossaises. L'une des missions d'*Interface* est d'optimiser l'impact des universités sur l'économie de la nation : elle se focalise donc sur les entreprises écossaises, notamment en les aidant à formuler leurs demandes et en simplifiant la démarche pour les universités.

Le portail en ligne www.university-technology.com, géré par *Interface*, facilite quant à lui les liens depuis le secteur académique vers les entreprises en recensant les technologies développées par les universités écossaises et en proposant aux entreprises d'en faire un usage commercial. L'intermédiaire *Interface* permet ainsi la mise en relation bilatérale des deux types d'acteurs.

7.4 Vers une politique d'aménagement du territoire ?

Initialement motivée par la coalition formée avec les libéraux-démocrates en 2010, puis par l'importance accordée à la question du transfert des pouvoirs vers les collectivités locales dans le cadre du débat politique accompagnant le référendum écossais de septembre 2014, la politique de « localisme » initiée par David Cameron répond à une logique de décentralisation non-uniforme et avec contreparties.

7.4.1 City Deals

Les *City deals* sont des accords signés au cas par cas entre le gouvernement de Westminster et de regroupement de collectivités locales, à l'échelle des métropoles. Ces accords fournissent aux agglomérations signataires un certain nombre de pouvoirs, dont ceux de devenir décisionnaires dans leur zone géographique en particulier pour favoriser la croissance économique, soutenir le secteur privé et déterminer la manière avec laquelle les fonds publics sont dépensés.

La première vague d'accords signés en 2012 inclut les 8 métropoles britanniques les plus grosses après Londres, soit Sheffield, Liverpool, Birmingham, Bristol, Leeds, Nottingham, Newcastle et Manchester qui fait figure de ville pionnière. Plus récemment, une deuxième vague inclut les 14 agglomérations suivantes en termes de taille ainsi que les 6 régions ayant eu la plus forte croissance de population entre 2001 et 2010 : Black Country, Brighton, Cambridge, Coventry and Warwick, Hull, Ipswich, Leicester, Norwich, Oxford, Plymouth, Preston, South Ribble and Lancashire, Southampton and Portsmouth, Southend-on-Sea, Stoke-on-Trent, Sunderland, Swindon, Tees Valley, Thames Valley Berkshire.

Ces accords pourraient influencer la relation entre les universités et les conseils municipaux, notamment via les impôts locaux sur les sociétés. Les métropoles non seulement conserveront l'intégralité de ces impôts mais pourront également en décider les taux. Certaines universités craignent d'être défavorisées si les municipalités ne prennent pas assez en compte leurs intérêts.

7.4.2 Spécialisations intelligentes

Un des aspects de la présente étude s'intéresse aux questions liant science, innovation et territoires. Dans ce domaine, le concept de « spécialisation intelligente » (*smart specialisation*) inclus dans la dernière stratégie quinquennale européenne de recherche, Horizon 2020, a poussé le gouvernement britannique à prendre en considération l'im-

portance des environnements géographiques dans lesquels les innovations ont lieu.

Il s'agit d'orienter le financement de la recherche et de l'innovation selon les forces des pays membres de l'UE, visant ainsi à inciter les régions à se spécialiser dans leurs domaines d'expertise et/ou à fort potentiel. Plusieurs interlocuteurs se sont montrés inquiets de l'impact négatif que cela pourrait engendrer sur les revenus des universités. L'octroi de financements européens liés à ces spécialisations intelligentes pourraient restreindre le nombre de secteurs de recherche dans lesquels souhaitent s'impliquer les universités, étant de fait limitées aux domaines stratégiques pré-identifiés dans l'aire géographique où elles se trouvent.

Dans un besoin de coordination nationale, et pour éviter à la fois les doublons et les « zones mortes », le gouvernement britannique a envisagé en 2014 la mise en place d'un *Smart Specialisation Advisory Hub*, organisme chargé justement de superviser nationalement la répartition des domaines de spécialisation. Or, signe de l'importance des universités dans cette politique, cet organe de conseil serait géré par le *National Centre for Universities and Business* (centre national pour la collaboration entre les universités et les entreprises) et le *Knowledge Transfer Network*, réseau national regroupant des acteurs du transfert de technologie. Effet d'annonce ou réalité pratique, plusieurs personnes ont souligné lors de nos entretiens que le fonctionnement et le rôle de ce Hub reste encore nébuleux. Malgré tout, le gouvernement britannique a soumis à la Commission européenne en avril 2015 un document dans lequel figurent, répartis géographiquement sur des cartes fondées sur les régions délimitées par les LEP, les secteurs jugés stratégiques (aérospatial, secteur automobile, sciences de la vie, éolien offshore, pétrole et gaz, énergie nucléaire, économie de l'information, agro-technologies, services commerciaux professionnels, construction).

7.4.3 Carte des avantages comparatifs

En parallèle des actions décrites plus haut, le gouvernement de Westminster a également rendu public en juillet 2015 un rapport produisant une carte des avantages comparatifs pour l'Angleterre. Contrairement aux cartes des spécialisations intelligentes, où la cartographie s'articule autour des secteurs à fort potentiel, cet exercice est fondé sur l'identification des forces existantes dans chaque LEP, en termes d'innovation.

Ce rapport, rendu public, vise à aider les LEP et leurs partenaires locaux à identifier les forces innovantes existantes sur leur territoire et à les exploiter de la manière la plus efficace possible en termes de financements reçus. À l'image de notre étude qui ne peut être généralisée à l'ensemble des universités ou des localités, cette carte des avantages comparatifs présente l'inconvénient, reconnu par les auteurs, de ne représenter qu'une réalité temporelle restreinte.

7.4.4 Science and Innovation Audits

Annoncés sans préavis lors du budget à l'été 2015, des audits régionaux pour la science et l'innovation devraient permettre d'identifier les avantages comparatifs de chaque région, en termes de recherche menée localement, d'in-

novation et d'infrastructures. Un appel à propositions a été lancé en novembre 2015 par le gouvernement, et cinq régions (universités, LEP, villes) ont été sélectionnées pour mener cet exercice sur leur territoire, parmi lesquels le grand Manchester et la grande région d'Édimbourg. Les trois autres sont le Sud-ouest anglais/Sud-est gallois, le « *Midlands Engine* » et la région de Sheffield/Lancashire. À l'heure de boucler ce rapport, les résultats des audits n'ont pas encore été annoncés.

7.5 Les politiques d'avenir des universités

Une étude menée par l'ancien Président de la Royal Society, Professeur Sir Paul Nurse, a rendu ses recommandations sur l'organisation (et le financement) de la recherche et de l'innovation au Royaume-Uni, dans un rapport commandité par le gouvernement. Ses recommandations, reprises presque intégralement par le gouvernement dans un Livre blanc sur l'enseignement supérieur et la recherche est actuellement à l'étude au Parlement et pourraient mener à des réformes d'une envergure non vue depuis 25 ans.

Les avis divergent fortement au sein même de la communauté académique sur la pertinence de ces réformes potentielles. Parmi celles-ci, une partie des subventions actuellement allouées par *Innovate UK* aux entreprises pour des projets innovants devrait à l'avenir être transformées en prêts, à l'image de ce qui se fait en France, Israël ou Finlande. Les inquiétudes se font sentir davantage au sein des universités « Post-92 » qui collaborent avec des PME locales, et qui prédisent un risque non négligeable que ces PME choisissent de se désinvestir de ces collaborations.

En matière d'enseignement supérieur, ces dernières années ont été le témoin d'un accroissement notable de la mobilité étudiante à l'international, et de réformes de la structure de financement des universités avec un accroissement de la part privée via l'augmentation des frais d'inscription.

Ces derniers incitent fortement les universités à s'engager, au moins partiellement, dans le développement économique local pour deux raisons : la première repose sur le prestige académique de l'université choisie et sur la réputation de la ville, la deuxième étant l'employabilité des étudiants en fin de cursus.

Enfin, dans le Livre blanc énoncé plus haut, les établissements privés pourraient obtenir le statut d'université en quelques mois. Le paysage de l'enseignement supérieur, et son financement par les pouvoirs publics, nationaux et régionaux, pourraient donc en être largement modifiés. Le rôle que joueraient ces nouvelles institutions d'enseignement supérieur dans le développement économique local reste pour l'instant inconnu.

7.5.1 Financement de la recherche dans l'université

Au sein du système dual de financement de la recherche au Royaume-Uni, l'allocation de base accordée aux universités par le HEFCE est calculée à partir d'une évaluation périodique globale de la qualité de la recherche (REF). Le nouveau critère d'évaluation - impact de la recherche - mis en place lors du dernier exercice en 2014 a conduit de nombreuses universités à s'ouvrir davantage aux entreprises et

donc, par ricochet, aux problématiques de développement économique local.

Comme indiqué plus tôt, les universités à forte intensité de recherche semblent avoir adapté leur comportement de manière plus prononcée que les « Post-92 ». Ces universités les plus prestigieuses reconnaissent que l'introduction de ce critère d'impact les a forcées à s'impliquer plus fortement dans l'économie locale. Pour certains acteurs, ce constat est toutefois à nuancer en raison de l'absence de critère quantifiable venant évaluer l'importance de ce critère.

8. Conclusion

Multidimensionnel, le rôle que jouent les universités britanniques dans le développement économique local est donc loin de se limiter à une simple contribution à la statistique économique. Au contraire, en s'inscrivant dans des dynamiques économiques, civiques et politiques plus larges, les modalités de contribution de ces établissements sont le produit d'influences multiples et parfois indiscernables les unes des autres.

Quelle que soit la validité du modèle que nous avons tenté de faire émerger, il apparaît par ailleurs décisif de s'intéresser à ces facteurs multiples pour tenter de saisir la réalité que nous décrivons dans ce rapport. De plus, il résulte de cette complexité qu'une analyse prospective de l'évolution reste difficile à tracer, et que seule une attention suivie du contexte de la politique scientifique du Royaume-Uni permettra de constater dans quel sens le rôle des universités évoluera, et dans quelle mesure le modèle esquissé ici évoluera avec le temps.

Dans ce contexte, de nombreuses incertitudes politiques sont de nature à renverser complètement le constat qui a été fait, sans non plus négliger l'effet important que pourraient avoir des évolutions conjoncturelles pour des universités qui, de plus en plus, s'affirment comme des acteurs économiques qui ne peuvent plus ignorer leurs contextes économiques locaux, quelle qu'en soit l'échelle, pour atteindre leurs objectifs.

Dossier rédigé par **Dr Claire Mouchot**, à partir de l'étude effectuée par Jérôme Dubos, élève ingénieur des Mines de Paris, lors de son stage de césure de 6 mois au SST, dans le cadre de ses études.

Sources

Entretiens:

- Jacqui Ward et Tom Griffiths, BIS, Cities and Local Growth Unit
- Matthew Cliff, University of Liverpool, Liverpool City Region LEP
- Fabien Deswarte, Business Development Unit Manager, University of York
- Sarah Duckering, University of Portsmouth
- Elvira Uyarra et Kieron Flanagan, chercheurs à Manchester
- Anne-Marie Mountifield, Solent LEP
- Michael Parkinson, University of Liverpool, Liverpool John Moores
- Kevin Richardson, HEFCE
- Don Spalinger, University of Southampton
- Jeff Walters, Southampton City Council
- Andrew Sharp, Make it York
- Christopher Lau, MIDAS
- John Whaling, Liverpool LEP
- Mark Alty, York City Council
- Mike Blackburn, LEP Manchester
- Margaret Smallwood, Biovale
- Melanie Taylor, LEP Leeds
- Richard Waggott, Manchester Metropolitan University
- Stephen Holloway, University of Liverpool
- Tim Frenneaux, LEP York
- Edward Harcourt, Liverpool John Moores
- Helen Wilding, New Economy Manchester
- Luke Georghiou, VP Research, University of Manchester
- Mark Gunthorpe, University of York
- Nigel Mellors, University of Salford
- Alastair Davies, Welsh higher education
- Dee Bird and Ken Rutherford, SFC
- Greg Ward, City of Edinburgh
- Heather Alexander, Interface
- Robert Goodfellow, Heriot-Watt University
- Susan Deacon, University of Edinburgh

Bibliographie :

- Ambassade de France au Royaume-Uni, Service Science et Technologie, 2007, « Les Science Parks et les Science Cities au Royaume-Uni », <http://bit.ly/2c4b1wz>
- BiGGAR Economics, « Economic Impact of the University of Southampton, a report for the University of Southampton », 2015, <http://bit.ly/1OrBqhv>
- BIS, « Mapping Local Comparative Advantages in Innovation, Framework and indicators », 2015, <http://bit.ly/1NsFo9V>
- BIS, « Science and Innovation Audits : Call for Expressions of Interest », 2015, <http://bit.ly/1P3b7Rx>
- BIS, « Smart Specialisation in England, Submission to the European Commission », 2015, <http://bit.ly/1GBwLFq>
- BIS, « The Midlands Engine for Growth : prospectus », 2015, <http://bit.ly/1N0zEWO>
- Centre for Local Economic Strategies, « Creating a good local economy : the role of anchor institutions », 2015, <http://bit.ly/1NlgcEm>
- « Let's not put all our funding eggs into the research council basket - Dr Flanagan », 2015, <http://bit.ly/1Ily8jt>
- « The Current and Future Role of Technology and Innovation Centres in the UK, a report for Lord Mandelson - Dr Hauser », 2010, <http://bit.ly/1IvVCgd>

- « Review of the Catapult Network - Dr Hauser », 2014, <http://bit.ly/1wzg7W8>
- « No Stone Unturned in Pursuit of Growth - Dr Heseltine », 2012, <http://bit.ly/1O51xR7>
- Higher Education Funding Council for England, « Capital Investment Fund 2 », 2011, <http://bit.ly/1jYrdRj>
- Ambassade de France au Royaume-Uni, Service Science et Technologie, 2009, « La création de spin-outs universitaires au Royaume-Uni – Etude des universités de Cambridge et d'Oxford », <http://bit.ly/2bIVCS0>
- Times Higher Education, « Welsh government plans to slash Hefcw budget by 32 per cent », 2015, <http://bit.ly/1QGWd5n>
- PACEC/CBR, « Evaluation of the Effectiveness and Role of HEFCE/ OSI Third Stream Funding, a report to HEFCE, report 2009/15 », 2009, <http://bit.ly/1I4hswD>
- Universities UK, « How well are universities engaging with Local Enterprise Partnerships? », 2014, <http://bit.ly/1gnhxed>
- UK Trade & Investment, « Northern Powerhouse Investment Pitchbook », 2015, <http://bit.ly/1RAIKu4>
- HEFCE, « Knowledge Exchange Performance and the Impact of HEIF in the English Higher Education Sector », 2014, <http://bit.ly/1mjWwRE>
- Universities UK, « Update on the Smart Specialisation Advisory Hub », 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=KpZjjBTbWi0>
- Viewforth Consulting Ltd., « Measuring the difference : the economic and social impact of the university of Manchester », 2013, <http://bit.ly/1IQd8RT>
- Viewforth Consulting Ltd., « The economic impact of Cardiff University », 2015, <http://bit.ly/1NlhwwqE>
- The Guardian, « What does the spending review mean for science and innovation? », 2015, <http://bit.ly/1Yuoxuu>
- « A Review of Business-University Collaboration - Dr Wilson », 2012, <http://bit.ly/1I05xQu>
- « Encouraging a British Invention Revolution: Sir Andrew Witty's Review of Universities and Growth, final report », 2013, <http://bit.ly/1hUcYqI>
- Universities UK, « Understanding Devolution », 2015, <http://bit.ly/1jYs3O1>
- Lord Young, « Growing Your Business : a report on growing micro businesses », 2013, <http://bit.ly/1xVyXaO>
- Centre for Local Economic Strategies, Federation of Small Businesses, « The future of Local Enterprise Partnerships : the small business perspective », 2014, <http://bit.ly/1TLGaXS>
- BIS, « British Invention : Global Impact – The Government's Response to Sir Andrew Witty's Review of Universities and Growth », 2013, <http://bit.ly/1i9imXW>
- BIS, « University Enterprise Zones pilot : evaluation, Outline Evaluation Plan and Baseline », 2015, <http://bit.ly/1UpbCHF>

- Greater Manchester Local Enterprise Partnership, 2011, « Greater Manchester Business Growth Strategy », <http://bit.ly/1QGZmIC>
- HM Treasury, « Fixing the foundations : creating a more prosperous nation », 2015, <http://bit.ly/1Ro2S6Q>
- House of Commons BIS Committee, « Business-University Collaboration », 2014, <http://bit.ly/12dt90I>
- House of Commons BIS Committee, « Local Enterprise Partnerships », 2013, <http://bit.ly/1OrJij1>
- University of Liverpool, « Sensor City : Liverpool's new University Enterprise Zone », 2015, <http://bit.ly/2bIVCS0>
- Leeds City Region Enterprise Partnership, « Leeds City Region Growth Deal », 2014, <http://bit.ly/1TLiI8A>
- Leeds City Region Enterprise Partnership, « Strategic Economic Plan 2014 », 2014, <http://bit.ly/1OrKbYQ>
- McKinsey & Company, « Industrial revolutions : capturing the growth potential, a report for Centre for Cities », 2014, <http://bit.ly/2223CS0>
- National Centre for Universities and Business, « State of the relationship report », 2015, <http://bit.ly/1jYtRXp>
- Scottish Parliament, « The Economic Development Landscape in Scotland », 2011, <http://bit.ly/1I4ncXb>
- HEFCE, « Strengthening the Contribution of English Higher Education Institutions to the Innovation System : Knowledge Exchange and HEIF Funding », 2012, <http://bit.ly/1jYuqAq>
- Solent Local Enterprise Partnership, « Skills strategy 2014-2016 », 2014, <http://bit.ly/1P2DVM0>
- Solent Local Enterprise Partnership, « Solent Growth Deal », 2014, <http://bit.ly/1RNDxBG>
- Solent Local Enterprise Partnership, « Transforming Solent Growth Strategy », 2015, <http://bit.ly/1m1AmtH>

- HEFCE, «The Enterprise Research Centre, Collaboration between SMEs and universities : local population, growth and innovation metrics », 2015, <http://bit.ly/1KkoCLB>
- The LEP Network, « Building local advantage, Review of Local Enterprise Partnership area economies in 2014 », 2014, <http://bit.ly/1I4rbmN>
- Universities UK, « The contribution of UK universities to national and local economic growth », 2014, http://www.universitiesuk.ac.uk/Events/Pages/economic_growth.aspx
- Universities UK, « The economic role of UK universities », 2015, <http://bit.ly/1Inx4te>
- Universities UK, « The impact of universities on the UK economy », 2014, <http://bit.ly/1kahQav>
- Universities Scotland, « Grow, Export, Attract, Support – Universities' contribution to Scotland's economic growth », 2013, <http://bit.ly/1QhZt93>
- University Alliance, National Centre for Universities and Business, Innovate UK, « The contribution of university research to economic growth », 2014, <http://bit.ly/1O58sd9>
- Yorkshire Universities, « How can universities help deliver local economic growth? », 2014, Leaflet, <http://bit.ly/1RkpvbC>
- House of Commons Standard Note, « Local Enterprise Partnerships », 2016, <http://bit.ly/1MdfN2R>
- House of Commons Standard Note, « Local Growth Deals », 2016, <http://bit.ly/2cleoNC>
- House of Commons Standard Note, « Regional Growth Fund », 2016, <http://bit.ly/1IQnVlK>
- West of England Local Enterprise Partnership, « West of England Local Enterprise Partnership, submission letter to BIS and DCLG », 2010, <http://bit.ly/1TLnCCu>

www.ambascience.co.uk

Les articles de Science et Technologie au Royaume-Uni publiés par le service Science et Technologie de l'Ambassade de France au Royaume-Uni sont diffusés selon les termes de la licence Creative Common Paternité-Pas d'utilisation commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 2.0 France. Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues via une demande par courriel à info@ambascience.co.uk

